BRÉSIL - De l'esclavage à l'opération Lava-Jato, selon Jessé Souza

Pedro Picho

mercredi 24 juillet 2019, mis en ligne par Pedro Picho

Le 2 juillet 2019, à Paris, le fameux sociologue brésilien donnait une conférence à Paris, à l'initiative de Sens public. Il invitait à remonter dans l'histoire et dans l'imaginaire du Brésil pour dénouer les fils de l'actualité récente, à savoir l'élection du conservateur Jaïr Bolsonaro et l'éviction de Lula, à la faveur de l'opération anti-corruption, médiatico-juridique, le Lava-Jato. Opération bien malmenée aujourd'hui par les récentes révélations, explosives, du site The Intercept qui mettent en cause l'impartialité du juge Sergio Moro et de son comparse le procureur Deltan Dallagnol, mais aussi discréditent l'ensemble de la justice brésilienne. Jessé Souza pointe là une instrumentalisation de la justice au service ds classes dominantes.

« Comment a-t-on pu abêtir à ce point le peuple brésilien, s'insurge Jessé Souza, pour l'amener à penser que le problème du pays est la corruption ? L'alfa et l'oméga de l'histoire brésilienne consiste à criminaliser les pauvres et la souveraineté populaire et de garder l'État pour les riches, qui volent à travers les exonérations fiscales et ne payent pas d'impôts. »

Les points-clés de son analyse sont exposés plus amplement dans son livre, paru en 2017, en portugais, non traduit à ce jour : *L'Élite rétrograde, de l'esclavage à Lava-Jato* [1]. Il bouleverse considérablement la compréhension de la société brésilienne qui, jusque-là, était appréhendée selon les catégories de l'historien brésilien Sérgio Buarque de Hollanda, exposées en 1936 dans *Racines du Brésil* [2]. Celui-ci fait encore référence pour les analystes de gauche comme de droite, il considère la société brésilienne essentiellement comme l'héritière du Portugal. Jessé Souza construit son livre en contrepoint de celui de Sergio Buarque de Hollanda. Pour lui c'est l'esclavage qui est la matrice principale. En fait le Brésil n'a jamais connu de révolution de décolonisation. Quand en 1889, un coup d'État expulsa la princesse Isabelle, qui venait d'abolir tardivement l'esclavage, ce fut pour créer une « République parfaitement coloniale, aux mains de l'élite de grands propriétaires coloniaux ».

Jessé Souza renouvelle considérablement la vision des classes brésiliennes, en utilisant des concepts empruntés à Pierre Bourdieu. Il parle de « la violence symbolique de l'élite brésilienne, avec pour objectif de dominer l'imaginaire de la classe moyenne. »

Pour l'auteur, ce qui fait le socle de la société brésilienne c'est sa structure esclavagiste. « La transmission culturelle ne se fait pas par le sang. La supercherie selon laquelle le Brésil vient du Portugal a été inculquée depuis toujours, en réalité le Brésil vient de l'esclavage qui n'existait pas au Portugal. L'esclavage est une structure de la société brésilienne. La culture passe par les institutions, la famille, l'école, la justice, le travail. L'esclavage est la mère du Brésil. Le reste est supercherie, mensonge, plaisanterie. Tous les grands penseurs ont répété et banalisé ce mensonge. »

Et pour imposer et reproduire cette structuration sociale, la classe dominante a cherché à s'allier la petite classe moyenne blanche. « Comment je peux faire pour que la classe moyenne n'entre jamais en piste pour décider avec sa propre tête mais qu'elle serve mes intérêts ? Il faut pour cela l'abêtir, et la faire agir contre ses propres intérêts de classe… par la violence symbolique et par les idées qui sont des fraudes scientifiques. »

Bolsonaro s'appuie sur cette petite classe moyenne, blanche, à bas revenus, peu éduquée ; elle a seulement l'avantage de la couleur de sa peau. « Bolsonaro est la revanche de ce « *lixo branco* » [3] sur le noir ou le pauvre [surtout quand il commence d'accéder à une vie meilleure]. Cette petite classe moyenne

fasciste existe au Brésil depuis cent ans. C'est le mouvement fasciste brésilien, l'intégralisme, qui a compté jusqu'à 500 000 inscrits. C'est le même groupe qui est le socle d'appui à Bolsonaro… Les grands médias (Globo en particulier) ont toujours été les alliés de ceux qui veulent maintenir les privilèges de 100 000 Brésiliens qui commandent au Brésil. Ils bombardent l'opinion avec leurs mensonges. »

Le sociologue pointe l'humiliation du pauvre comme instrument efficace de domination et la criminalisation de ceux qui tentent de relever la tête. « L'esclavage n'est pas seulement un processus d'exploitation économique de l'esclave, mais une humiliation quotidienne et déshumanisante de l'esclave. Dans une société esclavagiste qui a besoin d'humilier l'autre pour le maintenir en servitude, il faut développer des sentiments sadiques, capables d'engendrer du plaisir en humiliant. Le Brésilien jouit de l'humiliation de celui qui est socialement inférieur… Tenter de détruire l'estime de soi d'un peuple c'est la meilleure manière de le maintenir dans la soumission. »

Pour l'élite dominante, le plus grand crime de Lula, et de son parti le PT, a été de faciliter l'accès des pauvres et des métis à l'université et le plus grand crime de Dilma a été d'inscrire dans la loi les droits sociaux des Employées de maison, une injure suprême pour la classe aisée qui emploie abondamment ce personnel de maison, sous payé et corvéable à merci, héritage de la société esclavagiste. Le bloc dominant a eu besoin de criminaliser Lula et le PT pour récupérer le pouvoir, après les brèves années de réduction des inégalités. Ce fut une parenthèse, bien vite refermée, dans l'histoire du Brésil faite de coups d'État. J. Souza s'indigne : « Quel a été le grand crime de Lula ? Pour cela, cette canaille de Moro a dû construire des crimes fictifs et cacher les crimes réels du sociologue, presque français, Fernando Henrique Cardoso ? [4]

Pour J. Souza « la criminalisation du pauvre a commencé en 1954, quand Gétulio Vargas [5] fut victime de la trame des élites conservatrices. Lacerda fut le Moro de Gétulio. » Gétulio Vargas, président populiste fut surnommé le « père des pauvres » suite aux lois sociales qu'il avait fait adopter au cours de son deuxième mandat. Il fut acculé au suicide par les conservateurs après trois ans et demi de mandat (1951-1954).

J. Souza revient alors sur le rôle de l'État, au service des élites économiques et sociales qui le considèrent comme « leur cagnotte ». « Qui gagne de l'argent au Brésil, le fait sur le dos de l'État… Quels sont les principes de la *Republica Velha* [6] qui ont cours jusqu'à aujourd'hui ? L'élite économique, 100 000 personnes tout au plus, s'approprie l'État pour le voler. Le peuple est imbécile, il jette la culpabilité sur la politique ! »

En fait au niveau financier l'opération Lava-Jato se solde par un échec. « Si l'on examine les résultats au bout de 5 ans, Lava-Jato n'a récupéré que 30 millions d'euros pour les coffres publics, alors que la corruption et la fraude fiscale représentent 110 milliards d'euros, selon les calculs des universités anglaises. Il n'y a pas de comparaison possible… Les intérêts bancaires du Brésil sont 11 fois plus élevés qu'en France. C'est le transfert des plus pauvres vers ceux qui détiennent les titres de la dette publique. C'est le vol du Brésil et ceux qui volent au Brésil appartiennent à l'élite de la finance. »

« C'est une moralité de façade qui sert toujours à masquer un crime réel. La domination actuelle directe du marché et des intermédiaires financiers sur l'État et la politique a conduit à la vente de nos richesses, à des taux d'intérêt réels usuraires répercutés dans tous les prix et une dette publique jamais auditée qui a coûté 392 milliards de dollars (110 milliards d'euros) d'intérêts l'an dernier, soit quasiment 400 Lava-Jato. »

La conférence de Jessé Souza en juillet à Paris, n'a été que le prélude à une série de conférences, toutes aussi éclairantes sans doute, qu'il donnera en septembre à la Nouvelle Sorbonne, à l'invitation d'un collectif, soucieux de donner au public français une autre information sur le Brésil, une alternative à celle véhiculée habituellement par les médias français. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Sources principales

Conférence de Jessé Souza, à Paris le 2 juillet 2019.
Jessé Souza, *A elite do atraso, da escravidao à Lava-Jato*, Rio de Janeiro, LeYa, 2017.
Sens public : https://www.sens-public.org/article1322.html.
Carta Maior :
https://www.cartamaior.com.br/?/Editoria/Cartas-do-Mundo/Jesse-Souza-A-Lava-Jato-desqualificou-a-Justica/45/44570
https://www.cartamaior.com.br/?/Especial/A-Grande-Farsa/A-volta-do-Brasil-colonial/238/44581

Notes

[1] Jessé Souza, *A elite do atraso, da escravidao à Lava-Jato*, Rio de Janeiro, LeYa, 2017 (en portugais).

[2] Sérgio Buarque de Hollanda, *Raízes do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora José Olympio, 1936. Traduction française : *Racines du Brésil*, Paris, Unesco-Gallimard, 1998.

[3] Le « *lixo branco* » (le « déchet blanc », la « poubelle blanche ») : Souza reprend en portugais l'expression états-unienne (« *white trash* ») qui désigne la petite classe moyenne blanche, pauvre, qui a pris les noirs en grippe, surtout quand ils sont pauvres mais à plus forte raison quand ils commencent de s'enrichir. C'est cet esprit revanchard qui a émergé aussi au Brésil, après les années de prospérité et de forte redistribution de revenus sous les présidences de Lula et de Dilma Roussef. C'est la revanche du petit blanc du Sud, furieux de voir les noirs et les pauvres à l'université ou à bord des avions low-cost.

[4] Fernando Henrique Cardoso a eu l'occasion, comme professeur de sociologie, de donner des cours dans les universités parisiennes. Il fut président de 1995 à 2003, membre du parti social-démocrate, le PMDB. Son nom est apparu dans les enquêtes de Lava-Jato pour d'énormes pots-de-vin en faveur des privatisations, mais curieusement la justice a rapidement classé l'affaire sans suite.

[5] Gétulio Vargas fut d'abord gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, de 1928 à 1930, puis président de la République de 1930 à 1945 et pour finir de 1951 à 1954.

[6] La Vieille République (*Republica Velha*) fait référence à la première République implantée au Brésil sous le nom de République des États-Unis du Brésil en 1889, c'était une République oligarchique. Elle prendra fin en 1930 à la suite d'un coup d'État militaire qui mettra au pouvoir Gétulio Vargas, qui finira par prendre des mesures sociales et populistes qui conduiront à son éviction par les conservateurs.